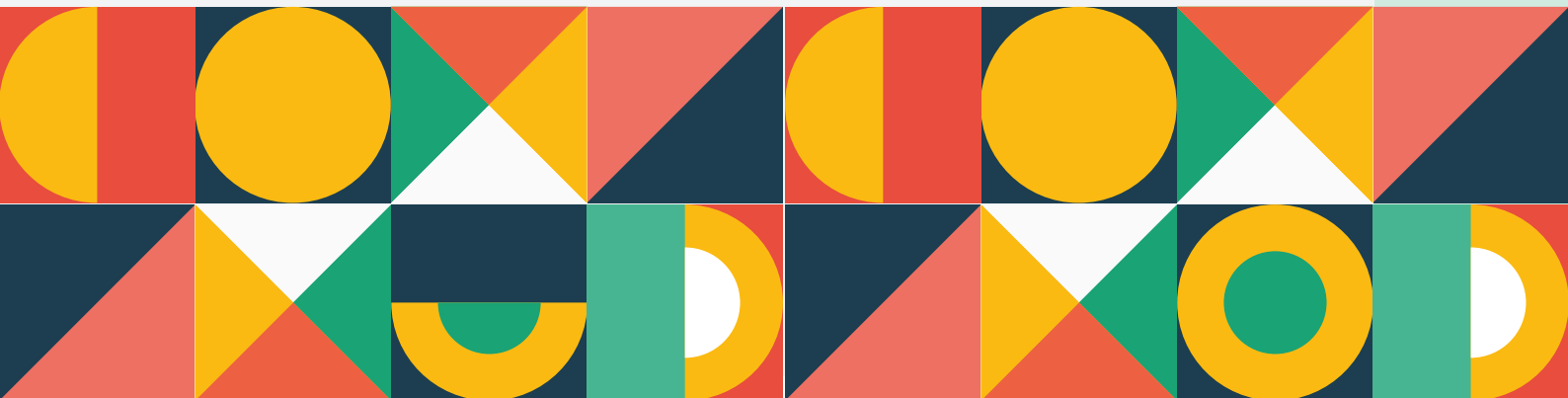




MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



Rapport des réunions techniques pour l'élaboration du budget de l'Etat

GESTION 2024

Introduction



Conformément à l'arrêté N°196-C/MEF/DC/SGM/DGB/DPPSB/SPSB/SP/010 SGG2023 du 27 janvier 2023 portant fixation du planning des tâches relatives à l'élaboration de la loi de finances pour la gestion 2024 et du budget pluriannuel 2024-2026, la Direction générale du Budget (DGB), a organisé les 29, 30, 31 mars 2023, des réunions techniques avec les ministères sectoriels.

Cette concertation est organisée afin d'échanger avec les responsables financiers et de programmation sur les

résultats financiers et physiques de l'année budgétaire 2022, du premier trimestre de l'année en cours, les difficultés rencontrées, les facteurs déterminants de la progression des dépenses ainsi que des contraintes de dépenses futures liées aux engagements afin d'entrevoir le profil des dépenses publiques.

Le présent rapport présente les points de discussion de la concertation conformément aux points contenus dans le rapport d'analyse présenté par les ministères. Ces discussions ont essentiellement porté sur :

01

l'analyse de la gestion 2022 .

02

le retour sur le cadre de performance pour la gestion 2022 en termes de rappel des objectifs spécifiques et de discussion du profil des indicateurs de performance .

03

la dynamique des dépenses sur le triennal 2024-2026.

La conduite des travaux ainsi que les documents de base ont été arrimés à la démarche de programmation pluriannuelle et de pilotage de la performance prônée par la Loi organique relative aux lois de finances. Au terme des réunions techniques, les facteurs déterminants identifiés se résument en deux catégories à savoir : les éléments généraux aux ministères et institutions de l'Etat et quelques points d'attention spécifiques.

”

Facteurs généraux d'appréciation de la trajectoire des dépenses publiques.



En matière de bilan de l'exécution budgétaire au titre de l'année 2022 et du premier trimestre de 2023, la principale difficulté signalée concerne l'utilisation du SYCOREF ;



La fin du leasing est intervenue pour une grande partie des véhicules avec les rappels progressifs de véhicules par l'AGLO et le rachat annoncé sans précision sur les nouvelles modalités d'entretien et de maintenance desdits véhicules notamment au plan budgétaire dans la mesure où la maintenance de ces véhicules était, en grande partie, prise en charge par les concessionnaires.



Les baux administratifs pourraient observer une tendance à la baisse en 2024 avec la fin des travaux de la cité ministérielle annoncée pour 2023. Cependant, certains ministères ont annoncé un possible déménagement de leurs structures dès 2023 dans de nouveaux bâtiments à prendre en bail (c'est le cas de la DGEAU du Ministère de l'Eau et des Mines, du Ministère du Travail et de la Fonction Publique, de la DPAF du Ministère de l'Intérieur)



Pour le moment, cinq (05) projets sont identifiés comme pouvant sortir du PIP dans trois ministères. Il s'agit du

01

MEF

Projet d'appui à l'accroissement des recettes intérieures du Bénin

02

MDC

Projet moyens d'existence ruraux et des systèmes de gouvernance national et infranational face aux risques climatiques et à la variabilité du climat au Bénin

03

MJL

Construction et équipement des juridictions, établissements pénitentiaires, CSEA et autres infrastructures judiciaires dans les juridictions,

Appui à l'Amélioration de l'Accès à la Justice et aux droits des personnes vulnérables.



Les prétentions liées aux nouveaux projets à inscrire au PIP 2024-2026 ne sont pas encore soutenues par des documents de projets nécessaires en la matière (les recommandations ont été formulées dans ce sens afin de rendre disponibles les documents au moment opportun).



Les dépenses de personnel devraient continuer à être projetées avec les déterminants liés à la revalorisation salariale et le plan de recrutement au profit des forces de défense et assimilés, du ministère de la santé. Toutefois les représentants du MDN ont signalé un programme spécial de recrutement de 5000 agents sous un statut particulier dont les contours ne sont pas entièrement définis.



Deux ministères (MEF et MDC) ont exprimé une demande de revue de la structure programmatique. Pour le MEF, il s'agit de la scission de l'action 4 du programme mobilisation des ressources et gestion de la trésorerie. Le MDC quant à lui souhaite passer à trois (03) programmes au lieu de deux (02) (y compris le programme pilotage). Ainsi, outre le programme pilotage, les deux programmes métiers seront intitulés respectivement « Planification et coordination des interventions publiques », « Évaluation et implémentation durable des politiques publiques ».

Points d'attention spécifiques par ministère

Ministère	Points d'attention (tendanciels ou mesures nouvelles à approfondir)
MESRS	Amélioration des bourses des étudiants par la prise d'un arrêté interministériel (troisième trimestre) Mise en œuvre du nouveau plan sectoriel de l'éducation
	Recrutement d'aspirants (500 annoncés contre 200 budgétisés en 2023) et de 198 chercheurs Dispositif de sélection des bacheliers
	Sèmè city (il reste à définir le coût du projet et un modèle de financement clair surtout sur le nouveau site de Ouidah)
MEMP	Réorientation annoncée du projet accord cadre UNESCO
	Généralisation envisagée de l'anglais au primaire (l'évaluation de la phase pilote est en cours)
	Revue des curricula (effet potentiel induit sur la reprise des cahiers d'activité et manuel)
	Mise en œuvre du nouveau plan sectoriel de l'éducation
	Effet éventuel de la redéfinition de l'enseignement de base (nouvelle architecture de base de l'éducation en cours d'élaboration)
MPMEPE	Poursuite de l'opérationnalisation de l'ADPME et de la chambre des métiers
	Mise en œuvre d'un nouveau programme de stage des jeunes (en cours d'élaboration)
	Création envisagée de directions départementales
	Situation budgétaire du Projet d'insertion des jeunes (PRODIJ) et du Projet d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin

MISP	Recrutements opérés en 2022 et ceux projetés en 2023 (il a été recommandé au ministère de produire le calendrier réel des recrutements des vagues successives en tenant compte des capacités d'accueil des centres de formation)
	Fusion envisagée de l'ANPC et des sapeurs-pompiers (effets induits : habillement, recrutement, etc.). Les modalités de mise en œuvre sont en cours d'étude.
MDN	<p>Rallonge budgétaire au titre du budget 2023 pour couvrir les dépenses liées au décalage de recrutement de 2022</p> <p>Encasernement de la garde nationale (le MDN devra produire les modalités précises de mise en œuvre pour une bonne programmation)</p> <p>Entretien et maintenance de la caserne d'Allada (affiner les évaluations)</p> <p>Programme spécial de recrutement de 5000 jeunes recrues sur titre</p> <p>Prise en bail de bâtiment induit par la délocalisation du camp Guezo</p> <p>Application de la loi n°2022-28 du 07 décembre 2022</p> <p>Mise en œuvre d'actions civilo-militaires pour renforcer les liens armées-nations</p> <p>Demande de scission du projet « programme de renforcement de capacité des FAB » en trois volets pour un meilleur suivi (Projet de réhabilitation des infrastructures, projet d'équipement et projet de construction de nouvelles structures). Un avis favorable pourrait être réservé à cette requête</p> <p>Remboursement de polytechnologie relativement à la construction de la caserne d'Allada</p>
MJL	<p>Inscription au budget 2023 du projet de construction de la prison de Ouèdo</p> <p>Construction de prisons</p> <p>Couverture des besoins d'Alimentation des détenus en 2023</p> <p>Dettes de session criminelle</p> <p>Effets du recrutement antérieur</p> <p>Opérationnalisation de la Cour spéciale des affaires foncières, de l'Agence nationale de recouvrement des avoirs confisqués et saisis</p> <p>Communication en Conseil des Ministres pour le recrutement de 167 personnels administratifs</p> <p>Demande de rétrocession sur fonds de greffe (à transformer en prime) (En cours d'étude)</p> <p>Rattachement de la police judiciaire au MJL</p> <p>Transformation des tribunaux de conciliation et tribunaux d'instance</p>
MND	<p>Prise en charge du remboursement TNT (CAA) et des Baux de CIRTEF (12 000 000 FCFA) sur le budget 2023</p> <p>Transfert au profit de la SBIR, société commune de diffusion pour la chaîne A+, société diffusion, ORTB</p>
MEF	<p>Fonds de dédommagement foncier</p> <p>Construction du bâtiment des archives</p>
MIC	<p>Mise en place d'un programme intégré sur les investissements dans les frontières (recommandations BAI) pourrait toucher le projet cadre intégré renforcé</p> <p>Elaboration et mise en œuvre du code de la consommation</p> <p>Assainissement du secteur de la boulangerie pâtisserie</p> <p>Elaboration et mise en œuvre Stratégie nationale d'exportation</p>

	Requête pour l'allocation de primes aux acteurs de la chaîne PPBS
	Contributions aux organisations internationales
MEM	Baux administratifs en raison de la délocalisation de certaines structures dont DGEAU
	Programme mines (absence documents de projets)
	Agence nationale des bassins
	Remboursement au titre du projet d'approvisionnement en eau à Abomey (deuxième phase)
	Approvisionnement en eau Togbin
	Mesure d'urgence pour l'approvisionnement en eau à Akpakpa
MAEP	Opérationnalisation de l'Agence de gestion des grandes plantations, de la Société béninoise d'aménagement agricole et de l'Office de gestion des fermes d'élevage
	Programme triennal de mécanisation agricole
	Intrants agricoles
MIT	Projets de rénovation des aéroports (nouvelle initiative)
	Risque de sollicitation du budget pour le financement des projets portuaire
	Arriérés sur l'acquisition des aéronefs
	Nouveaux projets non-inscrits à démarrer en 2023
MCVDD	Appel de fonds de la SIMAU et de la SIRAT
	Projet BRIC (30 milliards FCFA)
	Nécessité d'une refonte de la budgétisation des projets du ministère pour un meilleur suivi
MTFP	Stratégie de modernisation des ressources humaines de l'Etat
	Délocalisation du Ministère du travail et de la fonction publique
	Dissolution possible de la caisse de prévoyance sociale
	Affectation des infrastructures de l'INFOSEC pour abriter certains services du MTFP nécessitant la mise en œuvre d'un plan d'équipement. (les anciens équipements ayant été vendus pour les besoins de la liquidation)
MDC	Projet moyens d'existence ruraux et des systèmes de gouvernance national et infranational face aux risques climatiques et à la variabilité du climat au Bénin PMSD (clôture cette année)
MDGL	Construction du CEFAL
	Programme de réhabilitation au niveau central et des préfectures
	Programme de fixation des limites des unités administratives locales (Note conceptuelle en cours de finalisation)
	FADEC Asphaltage
	Revalorisation salariale dans les collectivités territoriales
	Finalisation et mise en œuvre de la PONADEC

MAEC	Construction de la résidence du MAEC (avenant et équipement)
	Fonctionnement des ambassades
	Rénovation du bâtiment d'Ottawa
	Réouverture d'Addis-Abeba
MSPORTS	Paiement des remboursements liés à la construction des stades
	Effets de la mise en concession du stade de l'amitié
	Délocalisation programmée du ministère dans la perspective de la reconstruction du complexe UNAFRI-CA
	Rénovation UNAFRICA
	Poursuite des classes sportives
	Subventions aux fédérations
	Campagnes éliminatoires
MASM	Poursuite du programme Arch
	Mise en œuvre du programme Gbessoke
	Mise en œuvre du programme de modernisation des Centres de promotion sociale
	Fonctionnement du Centre de transit de Kpomassè
MTCA	Fonctionnement des structures déconcentrées
	Construction d'arènes culturelles
	Aménagement des sites touristiques
	En attente du document pour précisions complémentaires
MESTFP	Recrutement et formation de 50 inspecteurs (350 millions FCFA par an) pour le renforcement de l'encadrement
	Effet de la revue de la carte scolaire
	Construction de nouvelles infrastructures scolaires
	Prise en charge /reversement d'AME
	Mesures de gratuité au second cycle pour les 20 communes des jeunes filles (Estimer la progression de l'incidence en 2024 et pour une généralisation)
	Formation des 662 élèves enseignants à l'université d'agriculture de Kétou
	Formation des 24 élèves professeurs en France (la formation s'achève cette année)
	Mise en œuvre du plan science
	Effet de l'extension de l'enseignement de base au niveau baccalauréat
	Prévision des bourses dans les lycées
	Projet accord UNESCO (réorientation du projet)
Construction de lycées agricoles et écoles de métiers (ADET)	

Conclusion



L'exploitation des informations présentées par les ministères dans les Rapports sectoriels d'analyse budgétaire et des clarifications apportées, en réponse aux observations de la Direction générale du Budget a permis de définir l'évolution tendancielle des dépenses qui ont servi à la production des documents de programmation pluriannuelle des dépenses, instruments budgétaires qui accompagnent le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle pour le débat d'orientation budgétaire au Parlement.



AVRIL 2023

